

LETTRE D'INFORMATION

Nouvelles de la FETBB

NO to EU Talent Pool



La FETBB exhorte les députés européens à rejeter la réserve de talents de l'UE

L'avis du Parlement européen sur la réserve de talents de l'UE a été adopté par la commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL). Bien que l'avis reconnaisse certaines des préoccupations soulevées par les syndicats, il manque l'occasion de développer une plateforme et une voie de migration qui protégeraient les travailleurs et préviendraient l'exploitation. La commission des libertés civiles, de la

justice et des affaires intérieures (LIBE) votera sur le rapport en avril, avant que la proposition n'avance vers des négociations entre le Conseil et le Parlement. Compte tenu des risques associés au « vivier de talents » de l'UE, la FETBB recommande aux députés européens de rejeter catégoriquement la proposition. Le « vivier de talents », tel qu'il est actuellement conçu, ne répond pas aux questions structurelles clés et risque d'exacerber les modèles commerciaux fondés sur l'emploi précaire dans des secteurs tels que la construction. La proposition actuelle comporte plusieurs aspects alarmants. L'inclusion des agences de travail temporaire dans la définition d'« employeur » donne aux mauvais acteurs un nouvel outil pour exploiter les travailleurs vulnérables. Dans l'avis, les partenaires

sociaux sectoriels se voient attribuer un rôle d'observateur *facultatif* dans la gouvernance de la plateforme. Bien que cela représente une amélioration par rapport à la proposition de la Commission, cela ne donne pas une voix efficace aux industries mêmes qui devront faire face aux retombées de cette initiative mal conçue. En outre, le « vivier de talents » n'est pas l'outil adéquat pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre : il ne s'attaque pas aux mauvaises conditions de travail, aux bas salaires et au manque d'investissement dans les compétences dans des secteurs comme la construction, mais permet au contraire d'importer des travailleurs vulnérables. Il n'existe pas de mécanisme clair et solide pour prévenir les abus et le dumping social, ce qui augmente le risque de voir les normes du travail être enfreintes. Nous vous invitons à contacter vos gouvernements nationaux pour leur faire part de nos préoccupations concernant le « vivier de talents » de l'UE. Plus d'[informations sur](#)

La FETBB se joint aux syndicats européens pour manifester contre le paquet omnibus

La FETBB s'est jointe au mouvement syndical européen à Bruxelles le 25 février pour demander à la Commission européenne de freiner le paquet omnibus, un programme qui menace les droits des travailleurs et

Contenu:

Nouvelles de la FETBB	1-3
Projets	3
Nouvelles des affiliés	4-5
Divers	6
Calendrier	6-7



la protection de l'environnement. Nous avons envoyé un message clair : Non à l'omnibus ! La première étape d'Omnibus visera deux directives qui protègent les travailleurs et la planète : la directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité (CS3D), qui exige des grandes entreprises qu'elles identifient et atténuent les risques de violations des droits de l'homme et de l'environnement, et qu'elles remédient à ces impacts lorsqu'ils se produisent. Et la directive sur les

rapports de durabilité des entreprises (CSRD), qui élargit les lois existantes et crée une obligation pour les grandes entreprises de rendre compte de l'impact de leurs activités sur l'environnement.

La FETBB débat de la déréglementation avec le groupe S&D au Parlement européen

La FETBB a participé au petit-déjeuner débat sur « Comment le programme de déréglementation de la Commission menace la démocratie au travail », organisé par la députée européenne Gabriele Bischoff (S&D), le 18 février 2025. Au cours des cinq prochaines années, la Commission a annoncé la mise en œuvre d'un programme visant à alléger radicalement les règles réglementaires pour les entreprises, les citoyens et les administrations de l'UE. On craint de plus en plus que derrière l'initiative de simplification se cache un vaste programme de déréglementation, poussé par les entreprises, qui menacera les droits sociaux et du travail ainsi que le modèle social européen dans son ensemble. Le petit-déjeuner débat a

été l'occasion de discuter et d'échanger sur l'impact des omnibus de « simplification » prévus sur les droits des représentants des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation. Les 24 et 25 février, le Présidium de la FETBB a également eu une première discussion pour donner le ton à une approche propre à la FETBB. Un document de discussion proposant un contre-discours sera élaboré en vue de la réunion du Comité exécutif en juin.

Le CEE et le comité de politique d'entreprise se réunissent pour discuter de la stratégie dans les multinationales

Le groupe de coordination des comités d'entreprise européens (CEE) et de la politique d'entreprise de la FETBB s'est réuni pour discuter de la manière de renforcer la présence dans les multinationales, d'améliorer la coopération avec les CEE et d'améliorer le soutien de la FETBB à ses coordinateurs actifs. La collaboration avec l'IBB était également à l'ordre du jour, l'accent étant mis sur la stratégie commune à l'égard des multinationales. Le chef de l'unité Droit du travail (DG EMPL), M. Pokorny, a participé à la réunion et présenté la proposition de la Commission européenne visant à réviser la directive sur les comités d'entreprise européens. Il a informé les participants de l'état d'avancement des négociations en cours et du calendrier prévu. Au cours de la séance de l'après-midi, les affiliés ont échangé leurs points de vue sur le prochain programme de simplification proposé par la Commission.

Première réunion du réseau Genre

Lors de la première réunion du réseau Genre de la FETBB, les participants ont discuté de la faible parti-

cipation chronique des femmes dans nos secteurs. Le groupe a examiné le [manuel de](#) la FETBB pour les femmes dans la construction, le bois et la sylviculture et a débattu de nouvelles façons de promouvoir la boîte à outils auprès de ses membres. Les participants ont également discuté de la manière de donner plus de visibilité aux

femmes travaillant dans nos secteurs, notamment par le biais des médias sociaux, mais aussi par des méthodes hors ligne. La question de savoir comment atteindre les jeunes femmes dans les écoles et les universités pour promouvoir les professions de nos secteurs et la boîte à outils a été abordée. La FETBB a fait le point sur la prochaine feuille de

route de la Commission européenne pour les droits des femmes, qui sera présentée le 5 mars. Ce sujet est à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Dialogue social européen sur la construction, l'enseignement et la formation professionnels et la jeunesse, au cours de laquelle la FETBB présentera la boîte à outils.

Projets



Lancement de Construction Blueprint 2

La FETBB a participé à la réunion de lancement du projet Construction Blueprint 2, financé par l'UE et dont nous sommes partenaires. L'objectif du projet est de s'appuyer sur les réalisations de la première phase de Construction Blueprint pour renforcer encore la formation et le développement des compétences dans le secteur de la construction. Ce pacte vise à aider les organisations publiques et privées à améliorer leurs compétences afin qu'elles puissent progresser dans les transitions verte et numérique. Pour relever les défis du « Construction Blueprint 2 », un consortium composé de 20 organisations (prestataires de formation, représentants sectoriels,

partenaires sociaux, centres d'innovation et développeurs technologiques) de 10 pays européens (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Roumanie et Slovaquie) a été créé pour développer des activités et des tâches dans le cadre de la transition verte et numérique dans le secteur de la construction, afin d'anticiper les compétences émergentes et les besoins urgents de formation des travailleurs.

Atelier technique sur les cartes d'identité sociales

Un atelier technique s'est tenu à Bruxelles pour discuter des défis et des solutions potentielles pour interconnecter les systèmes de cartes d'identité sociales dans le

secteur de la construction. Des représentants et des affiliés de la FETBB, de la FIEC et de l'AEIP, ainsi que des experts affiliés, ont exploré les obstacles techniques à l'interopérabilité et évalué les cadres possibles pour l'échange de données. Les discussions ont porté sur la sécurité, les modèles de gouvernance et le rôle des outils numériques dans l'amélioration de l'application. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet SIDE-CIC en cours. Les prochaines étapes consisteront à réaliser des tests de faisabilité et à consulter les parties prenantes.

Nouvelles de nos affiliés

Belgique



Près de 100 000 personnes manifestent à Bruxelles contre les projets du gouvernement de l'Arizona

Les syndicats belges FGTB La Centrale Générale - ABVV De Algemene Centrale et ACV BIE - CSC BIE ont annoncé une nouvelle grève générale pour le 31 mars contre les projets du gouvernement de l'Arizona. Les syndicats alertent sur le fait que les mesures prévues par le gouvernement menacent les droits des travailleurs et des syndicats. L'annonce de la grève générale a fait suite à la manifestation de masse du 13 février qui a rassemblé près de 100 000 manifestants. Les trois syndicats ACV BIE - CSC BIE, FGTB - ABVV et Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique ont soutenu la manifestation. L'accord du gouvernement comprend des mesures telles que la flexibilisation du travail, dans le but d'augmenter les heures supplémentaires et le travail d' nuit, l'affaiblissement des règles sur les heures de travail minimales, le démantèlement des emplois de fin de carrière, etc.

Grèce



Grève générale pour se souvenir des victimes du tragique accident ferroviaire

Le vendredi 28 février, la Fédération grecque du ciment et les syndicats du secteur ont participé à la grève panhellénique, une grève nationale de 24 heures organisée par la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), la Confédération des fonctionnaires (ADEDY) et le PAME. La manifestation marquait le deuxième anniversaire de la tragique catastrophe ferroviaire de Tempi, survenue il y a deux ans. Les manifestants veulent que les responsables de la tragédie soient tenus pour responsables, quel que soit leur poste, et exigent que de réelles améliorations soient apportées aux infrastructures ferroviaires. Plus d'informations [ici et ici](#).

Croatie



La CBA dans la construction se traduit par des augmentations de salaire allant jusqu'à 17 %

Le Syndicat croate du bâtiment

(SGH) et l'Association croate des employeurs (HUP-UPG) ont signé le huitième amendement à [la convention collective du bâtiment](#), qui augmentera les salaires bruts de base de 9 à 17 % à partir de février 2025. Lors de la cérémonie de signature, les partenaires sociaux ont souligné la nécessité d'adopter des mesures pour lutter contre la concurrence déloyale, en particulier dans les marchés publics, le travail non déclaré et le dumping social, et pour créer des conditions plus stables pour les entreprises et l'emploi. La présidente du SGH, Jasenka Vukšić, a jugé positive l'augmentation des salaires, mais a souligné que le syndicat n'était pas entièrement satisfait car le salaire moyen dans le secteur de la construction est encore inférieur de 22 % au salaire moyen en Croatie. Le président de HUP, Mirko Habijanec, a souligné la nécessité de renforcer les contrôles des autorités publiques pour lutter contre la concurrence déloyale, en particulier dans les marchés publics. Il est nécessaire de disposer d'une méthode d'exclusion obligatoire des appels d'offres publics en cas de non-paiement des salaires et de non-respect des autres droits de la convention collective. Plus d'informations

France



La CGT FNSCBA organise une journée contre l'extrême droite pour les travailleurs de la construction

Le syndicat français CGT FNSCBA a organisé une journée consacrée à la lutte contre l'extrême droite. L'objectif était de fournir aux travailleurs les outils nécessaires pour contrer la montée de l'extrême droite dans les entreprises du secteur de la construction. La FETBB a participé à la réunion avec le secrétaire général, Tom Deleu, en soulignant la si-



tuation alarmante en Europe. Giulia Bartoli (Fillea CGIL, IT) et Nina Kreutzman (Rakennusliitto, FIN) sont également intervenues, toutes deux présentant les perspectives nationales des pays gouvernés par l'extrême droite et la manière dont les syndicats peuvent les combattre. Au cours de l'événement, Nathalie Bazire, membre du bureau confédéral de la CGT, a présenté la position de la CGT et partagé des pistes de travail possibles pour permettre aux travailleurs de repartir avec des outils et des moyens pour lutter contre ces idées nauséabondes dans les entreprises de notre domaine professionnel.



Suède



Elektrikerna et le projet des employeurs remportent le prix « Gender Equality Rocket of the Year 2025 »

L'initiative conjointe « Upplyst » du syndicat Elektrikerna et de l'organisation patronale Installatörsföretagen pour une industrie électrique plus égalitaire a reçu le prix « Gender Equality Rocket of the Year 2025 ». Le prix, décerné par Forum Gender Equality, a été remis à Upplyst pour le travail accompli en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur de l'électricité, dominé par les hommes. Le travail d'Upplyst a débuté en 2017 et s'adresse, entre autres, aux écoles, aux décideurs, aux jeunes et au secteur de l'électricité en général. Il se fait, par exemple, par le biais de visites d'écoles, de salons, de conférences et des réseaux sociaux. Plus d'[informations](#)

tion à l'amiante rend presque impossible la documentation des maladies ultérieures. Par conséquent, la FETBB exige des exigences légales pour l'encapsulation de l'amiante - afin que la poussière ne se propage pas, et un registre national de l'amiante où toutes les expositions sont enregistrées numériquement. Aujourd'hui, les employeurs sont tenus de tenir des registres sur l'amiante, mais ils sont souvent tenus à la main, disparaissent en cas de faillite et laissent les travailleurs sans preuve s'ils tombent malades. La FETBB appelle la Commission européenne à prendre des mesures urgentes pour proposer un cadre juridique européen pour le dépistage et l'enregistrement de l'amiante.

Pays-Bas



FNV et CNV prêts à rouvrir les négociations de la convention collective

Les négociations de la convention collective néerlandaise ont été suspendues par FNV et CNV en décembre 2024. Depuis lors, les deux syndicats ont eu des discussions avec leurs membres et d'autres travailleurs du secteur au sujet des revendications syndicales et de l'attitude peu coopérative des employeurs pendant les négociations. De manière informelle, les deux parties se sont rencontrées à plusieurs reprises pour chercher des solutions possibles afin de rouvrir les négociations officielles. À l'issue de ces réunions informelles, la FNV et la CNV informeront les employeurs dans les prochains jours que les négociations officielles peuvent être rouvertes. Cela permettra de savoir s'il y aura bientôt un nouvel accord CBA ou si d'autres actions syndicales seront nécessaires.

Danemark



Un autre scandale de l'amiante impliquant des travailleurs sans protection adéquate

Byggefagenes Samvirke à Aalborg, au Danemark, a dénoncé un constructeur et un consultant à la police pour non-respect flagrant de la réglementation sur l'amiante. Des travailleurs ont été exposés à la poussière mortelle d'amiante sans protection adéquate, malgré des avertissements répétés. Danske Byggefag alerte sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé : chaque semaine, les syndicats de la Fédération danoise de la construction sont contactés par leurs membres qui craignent pour leur santé après avoir été exposés à l'amiante. L'absence d'enregistrement de l'exposi-

Dans cette section, la FETBB donne la possibilité à ses affiliés de partager leurs histoires.

Si vous avez des nouvelles ou des contributions, n'hésitez pas à contacter pcravina@efbwww.eu.

Divers

À vos agendas : conférence de l'ETUI sur les femmes sur le marché du travail d'aujourd'hui, le 13 mars

Pour marquer la Journée internationale de la femme, l'ETUI organisera la conférence « Getting Equal : Women in today's labour market ». Cet événement propose un moment d'échange et de réflexion sur les

perspectives que la recherche de l'ETUI peut offrir sur la situation des femmes au travail aujourd'hui. Les panels discuteront de diverses questions d'actualité, notamment les écarts de rémunération et la ségrégation sur le marché du travail ; l'impact des différentes transitions, telles que la numérisation, la décarbonisation et les changements démographiques ; et la manière d'améliorer l'égalité des sexes sur le lieu de travail en abordant la santé et la sécurité des femmes, ainsi que leur représentation et leur autonomisation. Les implications politiques de ces questions seront également abordées par des conférenciers invités. Inscrivez-vous [ici](#).

Nous sommes maintenant sur [Bluesky](#) ! Suivez-nous pour rester informé des dernières actualités, positions et événements de la FETBB. Nous serions ravis d'y échanger avec vous également.

La FETBB a cessé de communiquer sur X, après qu'Elon Musk - propriétaire de cette plateforme de médias sociaux - ait été nommé conseiller de Donald Trump. Les positions publiques de Musk et son soutien ouvert à l'extrême droite ne sont pas conformes à la position et aux valeurs de la FETBB.

N'oubliez pas de nous suivre sur [Facebook](#), [Instagram](#), [LinkedIn](#) et [YouTube](#).

Invitez vos membres à nous suivre ! Développons le mouvement syndical !



EFBWW Calendar 2025		
Date	Meeting name	Venue
4 March 2025 (9-17h)	Health & Safety Coordination Group	Brussels, BE
5 March 2025	European Social Dialogue Construction - WG VET	Brussels, BE (in-person)
6-7 March 2025	STEP-UP workshop on organising	Stockholm, SE
11 March 2025 (9 -11h)	EFBWW-BWI joint staff meeting	ONLINE
12 March 2025	European Social Dialogue Furniture and Woodworking industries	ONLINE

EFBWW Calendar 2025		
Date	Meeting name	Venue
13 March 2025	DESOCO 2 workshop on Third Country National workers in construction	ELA, Bratislava, SK
8 April 2025 (14-17h) 9 April 2025 (9-17h)	Standing Committee Building	EESC, Brussels, BE
21 May 2025 (9-17h)	Standing Committee Wood & Furniture	EESC, Brussels, BE
22 May 2025	European Social Dialogue Furniture	Brussels, BE (in-person)
22 May 2025	EFBWW Auditing Committee	Brussels, BE
23 May 2025	European Social Dialogue Woodworking industries	Brussels, BE (in-person)
27 May 2025	CS30 Final conference on Cement Skills	Brussels, BE
5 June 2025	European Social Dialogue Construction – WG OSH	ONLINE
10 June 2025	SIDE-CIC Final conference on Social ID cards in construction	Brussels, BE
11 June 2025 (9-17h)	EFBWW Executive Committee	EESC, Brussels, BE
12 June 2025 (9-17h)	Health & Safety Open Expert meeting	EESC, Brussels, BE
24-25 June 2025	Regional meeting for CEE affiliates	Bratislava, SK
4 September 2025	STEP-UP workshop on European Works Councils	ONLINE
11 September 2025	LSCW Workshop on labour shortages in construction and wood industries	Brussels, BE
17-18 September 2025	EFBWW-ETUI Workshop for woodworking industries	Riga, LV
6-9 October 2025	BWI Pan-Europe Committee	Berlin, DE
15 October 2025	Workshop on the just transition of our industries	Brussels, BE
16 October 2025	European Social Dialogue Construction - WG EMPL	Brussels, BE (in-person)
22 October 2025	European Social Dialogue Furniture and Woodworking industries	Brussels, BE (hybrid)
23-24 October 2025	BWI World Board	Geneva, CH
29-30 October 2025	DESOCO 3 workshop on Asbestos	Denmark
18 November 2025 (9-17h)	EFBWW Executive Committee	EESC, Brussels, BE
19 November 2025 (9-17h)	EFBWW Executive Committee thematic discussion + LSWC Final conference on labour shortages in construction and wood industries	Brussels, BE
2-3 December 2025	EFBWW-ETUI workshop for construction	Malta